



Bordeaux : objectif tri

En dégainant lundi sa charte pour l'environnement, Alain Juppé entend reprendre l'initiative sur le recyclage, alors que de son propre aveu, « *Bordeaux est en retard* ». Dans le centre, les Bordelais adeptes du tri doivent transporter eux-mêmes leurs déchets

dans de trop rares centres de collecte. Une situation ubuesque. Mais la municipalité l'a promis : les dernières poubelles jaunes débarqueront dans nos immeubles... en 2008.

LIRE NOS INFORMATIONS
EN PAGES 4 ET 5

■ ACTU BORDEAUX

Nouveau bail pour Toyal

Alain Rousset a obtenu de la firme japonaise le maintien des emplois à Accous.

■ FOCUS



P. CONRADSSON

Agriculture : les jeunes sur la paille

Ils ont 30 ans, ont choisi d'être paysans et comptent bien se battre pour leur métier.

■ À REBOURS



D. R.

Piaf sur grand écran

A l'occasion de la sortie de « *la Môme* », l'ancien directeur de l'Olympia raconte Piaf.

assOs

Allez les filles ! lance un SOS

Sujette à de gros problèmes financiers, l'association tente aujourd'hui de remonter la pente en sollicitant les collectivités publiques.

Allez les filles ! chavire. Le déficit de l'association qui organise depuis onze ans des concerts à bas prix s'élève à 17 000 euros. Difficile de continuer à dynamiser la scène underground locale avec un tel trou dans les comptes... Aujourd'hui, pour les membres de la structure, il est temps de réagir. Vite. « La situation est plus qu'inquiétante, se désole Nicolas Sergere. Nous nous autofinçons à hauteur de 90 %, mais cette politique connaît aujourd'hui des limites ». Les causes de cette déroute financière ? « Les gens ne vont pas beaucoup aux concerts. Notre association pâtit particulièrement de cette morosité car elle est peu subventionnée. Et, pour 2007, nous n'avons pas encore réussi à programmer de grosses têtes d'affiche comme en 2006 où nous avions, par exemple, Mickey 3D ou Amadou et Mariam ».



Hot Gang en concert grâce à Allez les filles ! PHOTO : MIKE PALACE

Si près de 500 personnes ont adhéré, leurs cotisations ne comblent pas le gouffre. Pas plus que les entrées, beaucoup de soirées restant déficitaires. « Nous ne pouvons pas augmenter les prix des tickets car les gens viendraient

encore moins !, ajoute Nicolas Sergere. Mais, attention, il ne s'agit pas d'un problème de gestion : nous calculons toujours le prix en fonction des charges à supporter ».

Appel est donc fait à la générosité des fans de musique under-

ground mais aussi aux collectivités publiques jusque-là très peu impliquées. « En 2006, le Conseil régional nous a versé 1 500 euros, le Conseil général 3 000 euros, c'est une goutte d'eau ! Nous ne sollicitons les pouvoirs publics que depuis trois ans, mais nous payons aujourd'hui notre manque de réactivité initial et la mauvaise publicité qui nous est faite. Des rumeurs circulent sur Allez les filles ! » Le dialogue avec les collectivités territoriales s'avèrera-t-il fructueux ? Les membres de l'association sont pessimistes et plusieurs acteurs locaux s'inquiètent déjà. « Cette association est très importante, elle prend des risques et fait venir de bons groupes de rock à Bordeaux, explique Nicolas Hosteins du Son'art. Sa disparition serait incontestablement une grosse perte ».

VIRGINIE RIVIÈRE
www.allezlesfilles.com

soCial

Arena : la direction boit la tasse

Le juge des référés de Libourne a estimé lundi que l'assignation des membres du comité d'entreprise et de trois délégués syndicaux par la direction d'Arena était irrecevable. Selon le tribunal, il n'a pas été prouvé qu'ils étaient à l'origine du blocage de l'atelier de fabrication et de la logistique du site girondin. « C'est une victoire pour les 169 personnes qui seront au chômage fin mars », affirme M^e Philippe Lejard, défenseur des intérêts des salariés aux côtés de M^e François Ruffié. L'entreprise est condamnée à verser 750 euros aux personnes incriminées. Cette décision permet aux grévistes de poursuivre leur stratégie d'occupation de l'usine libournaise adoptée depuis le

18 janvier. Un mouvement qui empêche la livraison de plus de 200 000 pièces commandées par les clients de la célèbre marque de maillots de bain. L'objectif est de faire pression sur la direction qui négocie avec le personnel les conditions financières des éventuels licenciements. Les discussions portent notamment sur le montant d'une prime supplémentaire. « La fermeture de l'établissement va générer un bénéfice d'au moins 10 millions d'euros », rappelle M^e Lejard. Les salariés exigent donc une indemnisation décente. Ils le feront savoir lors des prochaines réunions prévues par la direction régionale du travail.

GUILLAUME CAUCHOIS

éconoMie

Toyal s'offre un avenir dans la vallée d'Aspe

Le président de la société japonaise a pris des engagements fermes sur l'avenir du site d'Accous. La région Aquitaine lui promet un accompagnement logistique et financier.

Alain Rousset a gagné. Masao Imasu, le président du groupe Toyo Aluminium, a signé la déclaration de principe préparée par le Conseil régional. L'adoption d'une déclaration commune sur l'avenir de l'usine Toyal installée sur le site d'Accous dans les Pyrénées Atlantiques intervient huit mois après la décision de maintien sur site des 143 emplois menacés de délocalisation vers Lacq. Le contrat lie le groupe japonais et la région, sur le plan moral au moins. Au final, l'Etat est donc mis sur la touche. Concrètement, trois engagements ont été pris. Au premier chef, le maintien des 143 emplois actuels est assuré : « Ce premier engagement est tout à fait exceptionnel », précise Alain Rousset. Comment pourrait-il en être autrement ? Le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, a, semble-t-il, obtenu la même promesse des Japonais en avril dernier.

Au chapitre des prévisions cette fois, figurent en premier lieu les investissements nécessaires à la mise aux normes « Seveso 2 » de l'usine Toyal. La directive européenne vise à renforcer le contrôle des substances dangereuses impliquées dans le processus de production d'aluminium de l'entreprise. Les investissements utiles à la préservation de l'environnement vulnérable dans lequel est implantée l'usine devraient logiquement suivre. La proximité d'une zone Natura 2000 justifie à elle seule les efforts en matière de recher-



Alain Rousset et le président de Toyal signent une déclaration commune PHOTO : CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE

che et de développement sur des produits biodégradables. Enfin une crise salutaire ! La conversion au vert de Toyal intervient dix-huit ans après son installation dans la vallée d'Aspe.

Toyal, entreprise en devenir

En contrepartie, la région Aquitaine promet un accompagnement de qualité à l'entreprise japonaise. Rousset mise sur un développement soutenu de l'activité de Toyal. 143 emplois aujourd'hui... Combien demain ? Le président de la région est prêt à relever tous les paris. Quitte à faire, une nouvelle fois, cavalier seul. Au printemps dernier, il dénonçait déjà la grève de la faim du député UDF Jean Lassalle, censée parasiter les négoc-

iations. Emplois, modernisation, croissance... L'exercice d'auto-satisfaction d'Alain Rousset bute sur les incertitudes que laisse planer le financement du maintien du site d'Accous. L'Etat renâcle à desserrer les cordons de la bourse. Pressé par le député UDF Jean Lassalle, l'Etat s'était pourtant porté garant du manque à gagner pour l'entreprise. Et, sans surprise, « Toyal refuse de prendre en charge le surcoût évalué, selon toute vraisemblance à 450 000 euros ». La question reste donc en suspens. On le voit bien : un ultime revirement de l'Etat français et cet étrange château de cartes nommé Toyal pourrait bien s'effondrer ■

EMILIE DELPEYRAT

« 143 emplois aujourd'hui

Combien demain ? »

La paroisse Saint-Eloi en odeur de sainteté

Philippe Laguérie se frotte les mains. Le curé traditionaliste pourra désormais célébrer la messe en latin à Saint-Eloi en toute légalité. Ceci grâce à une convention qu'il vient de signer avec Mgr Ricard, archevêque de Bordeaux. Elle officialise le rattachement de Saint-Eloi au diocèse : une sorte d'avatar local des directions imprimées par le pape Benoît XVI. La convention signée lundi soir sera « revue dans cinq ans et le point sera fait chaque année entre les deux parties », a spécifié l'archevêque de Bordeaux.

Cette nouvelle paroisse, dite « personnelle », jouit donc d'un statut « unique en France » selon l'abbé Laguérie. Elle a la particularité d'être fondée sur un rite antérieur au concile Vatican II. Elle est confiée à l'Institut du Bon Pasteur. Cet institut de vie apostolique, créé en septembre dernier, se voulait l'instrument de la réconciliation du Vatican avec les traditionalistes disciples de Mgr Lefèvre.

« L'exemple donné peut et devrait être suivi », s'est réjoui l'abbé Laguérie en vantant « la sérénité et la confiance réciproque » dans ses relations avec le diocèse. Dans un entretien à La Croix, le cardinal Ricard estimait qu'il est possible de s'inspirer de l'exemple bordelais, « mais (que) chaque évêque reste juge de l'opportunité ou pas de faire appel à l'Institut du Bon Pasteur ».

RÉMI CAZAMEA
ET TIFANY ANTKOWIAK

sanTé

Le tout nouveau caisson hyperbare du CHU Pellegrin a fait une arrivée remarquée à Bordeaux. Ce nouvel équipement va remplacer deux appareils aujourd'hui obsolètes. Avec dix mètres de long et presque trois mètres de

diamètre, le nouveau caisson est plus spacieux et piloté par ordinateur. Il permet de traiter les intoxications au monoxyde de carbone et les victimes d'accidents de plongée. Construit sur mesure pour un montant de près d'un million d'euros, il devrait être opérationnel dans un mois et demi.

PHOTO : FABIEN GANDILHON

Bordeaux traîne sur le tri

Pendant la campagne présidentielle, Imprimatur enquête sur les dossiers qui font débat. Premier volet : l'environnement.

C'est de notoriété publique, Bordeaux fait figure de mauvais élève du recyclage. Et le tri des déchets dans le centre-ville reste un vœu pieux.

« **E**n matière de récupération des déchets, on a du retard ». Cet aveu d'Alain Juppé, lundi, lors d'une réunion publique de présentation de sa charte pour l'environnement, montre son embarras. Après le Conseil général de la Gironde la semaine dernière, la mairie de Bordeaux a pourtant fait montre de ses bonnes intentions en matière d'environnement. Dans les deux cas, on retrouve les « programmes d'actions » d'administrations qui semblent s'émerveiller d'avoir découvert le recyclage du papier dans leurs services – alors que nombre de citoyens et d'entreprises n'ont pas attendu cette « exemplarité » toute récente pour s'y mettre. Le bilan dans le centre-ville de Bordeaux n'est pas brillant. Chacun aura pu constater les collec-



Sur 14 déchetteries de la CUB, seules deux sont implantées à Bordeaux PHOTO : SOPHIE RIBSTEIN

teurs de cartons et de verre en nombre insuffisant et l'absence pure et simple de poubelles spéciales dans les immeubles. Alors que la plupart des grandes villes françaises, Paris compris,

ont réglé la question depuis des années, les difficultés invoquées pour intégrer ces installations dans le vieux Bordeaux sont peu convaincantes. Et de l'aveu même du maire, le projet

de collecte des déchets recyclés à domicile a déjà six mois de retard. « *C'est du ressort de la Communauté urbaine, je viens d'écrire une lettre vigoureuse à ce sujet au président de la CUB* »,

répond Juppé, renvoyant ainsi ce paquet encombrant à Alain Roussel, son collègue socialiste. Chez les Verts, on observe cette partie de ping-pong avec agacement. « *Personne n'a pris le*

problème à bras le corps. Et en l'absence de structures adaptées, les Bordelais ne se donnent pas la peine de trier », relève Christine Jean, attachée du groupe Verts au conseil municipal. Plus optimistes, les écolos de la Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest (Sepanso) observent avec intérêt la conversion récente des édifices bordelais à des thématiques désormais en vogue. Depuis plus de trente ans qu'il prône le recyclage et la valorisation des déchets biodégradables, avec l'impression de parler dans le vide, Serge Bardet sent même un intérêt nouveau. « *C'est le moment de placer la barre haut : recycler 75 % de nos déchets dans la CUB* », assène le secrétaire général de la Sepanso en Gironde. Et de dénoncer une politique « *qui a consisté pour l'instant à payer des entreprises privées pour brûler dans des incinérateurs des déchets qu'on pourrait valoriser* ». C'est certain, Bordeaux peut mieux faire ■

MATTHIEU FAUROUX

La mairie au régime sec

Alain Juppé se met au vert et il le prouve. « Je veux que Bordeaux soit un exemple dans la lutte pour la préservation de l'environnement », a-t-il déclaré lors de la présentation aux Bordelais de sa charte municipale d'écologie urbaine. Le texte vise à préserver les ressources et les équilibres naturels ainsi qu'à réduire les émissions polluantes de la ville. Quatre plans d'action sont définis : l'économie d'énergie et le développement des énergies alternatives, la préservation de la ressource en eau, le respect des équilibres naturels, la baisse de la production de déchets à la source et leur valorisation.

Des actions concrètes
Alain Juppé s'engage à diviser la consommation d'énergie de la municipalité par deux

d'ici 2008, et par quatre d'ici 2010. En améliorant l'isolation thermique des bâtiments ou tout simplement en incitant les personnels à économiser l'énergie au quotidien, une diminution de 10 à 15 % de la consommation d'électricité de la municipalité devrait être observée dès cette année. De la même façon, la mairie pense pouvoir économiser, d'ici 2008, 50 % du volume d'eau utilisé actuellement.

La question du tri sélectif reste un point sensible. Dans un domaine où tout reste à faire pour Bordeaux, tous les quartiers non denses de la ville seront équipés de poubelles jaunes en 2008. Autrement dit, les résidents de l'hypercentre devront se contenter du développement des points de tri sur la voie publique.

MARION BALLET

Houba, le recyclage social



L'association conjugue écologie et réinsertion PHOTO : MATTHIEU FAUROUX

Quel rapport entre le Marsupilami, héros agité de Spirou, et les déchets électriques à Bordeaux ?

Houba ! L'association, inspirée par le personnage écolo de la fameuse bande dessinée, se bat pour le traitement des DEEE, une catégorie de déchets à hauts risques incluant les équipements électriques et électroniques. Tous ces appareils finissent incinérés au même titre que les bouteilles en plastique. Or, ce ne sont pas de simples conditionnements pour Evian ou Coca-Cola ! L'objectif numéro un de Houba est de ne pas brûler ce tas de circuits, soudages et autres puces électroniques. Après leur collecte, ces appareils sont démantelés et les tubes cathodiques séparés du res-

te. Tout ce qui est en métal redonne sa matière première à recycler, le plastique est fondu avant d'être remodelé...

Réinsérer des jeunes sans emploi

Les petits malins qui travaillent sur ces chaînes savent même réparer des ordinateurs prétendument « fichus » pour en faire des machines informatiques dotées d'une deuxième jeunesse. Millionnaires en devenir au QI exceptionnel ? Pas du tout. En plus de soigner l'état de notre bonne vieille Terre, Houba s'occupe aussi de réinsérer des jeunes. La mission locale

de Bordeaux en est pleine : ils aiment bidouiller des ordinateurs en amateur, mais ne parviennent pourtant pas à trouver un emploi et une place dans une entreprise du secteur. Houba se propose ainsi de leur donner une véritable formation, reconnue, avec un emploi en CDI en bout de ligne.

Jean Nivelles, le secrétaire général de l'association, était à l'origine du projet et espère bien voir naître des « petits Houba » ailleurs. Prochaine étape : Arcachon, et dans le genre plus exotique : Zagora, dans la pointe sud du Maroc, où un projet de déchetterie est en cours d'étude. HÉLÈNE NAHORY

Déchets : tout dans le même sac

Pour recycler leurs débris, les Bordelais doivent se rendre dans les rares centres de tri. Reportage à la Bastide.

A la déchetterie provisoire de la Bastide, la fréquentation a été divisée par dix depuis son installation derrière le lycée François Mauriac en mai 2006. « *Avant, sous le pont Saint-Jean, nous recevions 850 à 900 visiteurs par jour. Aujourd'hui, à peine 80 à 90 habitants de la CUB viennent trier leurs déchets ici. Il faut dire*

que l'accès à la déchetterie est mal signalisé », regrette Jean-Pierre Dauvillier, un des gardiens qui officient sur le site. Le provisoire risque pourtant de durer. « *Des projets d'implantation définitive sont à l'étude à la Bastide, à Belcier Saint-Jean et à Ravezies, mais rien n'est encore entériné* », explique Bernard Texier, directeur adjoint de la direction opérationnelle de l'environnement à la CUB. Et les échéances électorales ne devraient pas accélérer le processus.

« *En quatre ans, une prise de conscience s'est effectuée chez les Bordelais. Nous accueillons un public toujours plus nombreux dans*

nos centres de recyclage », affirme pourtant Bernard Texier. Cependant, le dispositif actuel pour le recyclage des déchets ménagers apparaît insuffisant dans l'hypercentre de la cité girondine. Sur les quatorze déchetteries de la CUB, seuls deux centres transitoires sont implantés à Bordeaux.

Restent alors les bornes de tri dans les quartiers. Mais les incivilités plombent les efforts des services de la CUB. « *À Bordeaux, certaines bornes deviennent des déchetteries où on retrouve tout et n'importe quoi* », s'indigne Bernard Texier. En attendant l'arrivée de la collecte sélective fin 2007, les Bordelais



Pour trier, aux Bordelais de se déplacer. PHOTO : SOPHIE RIBSTEIN

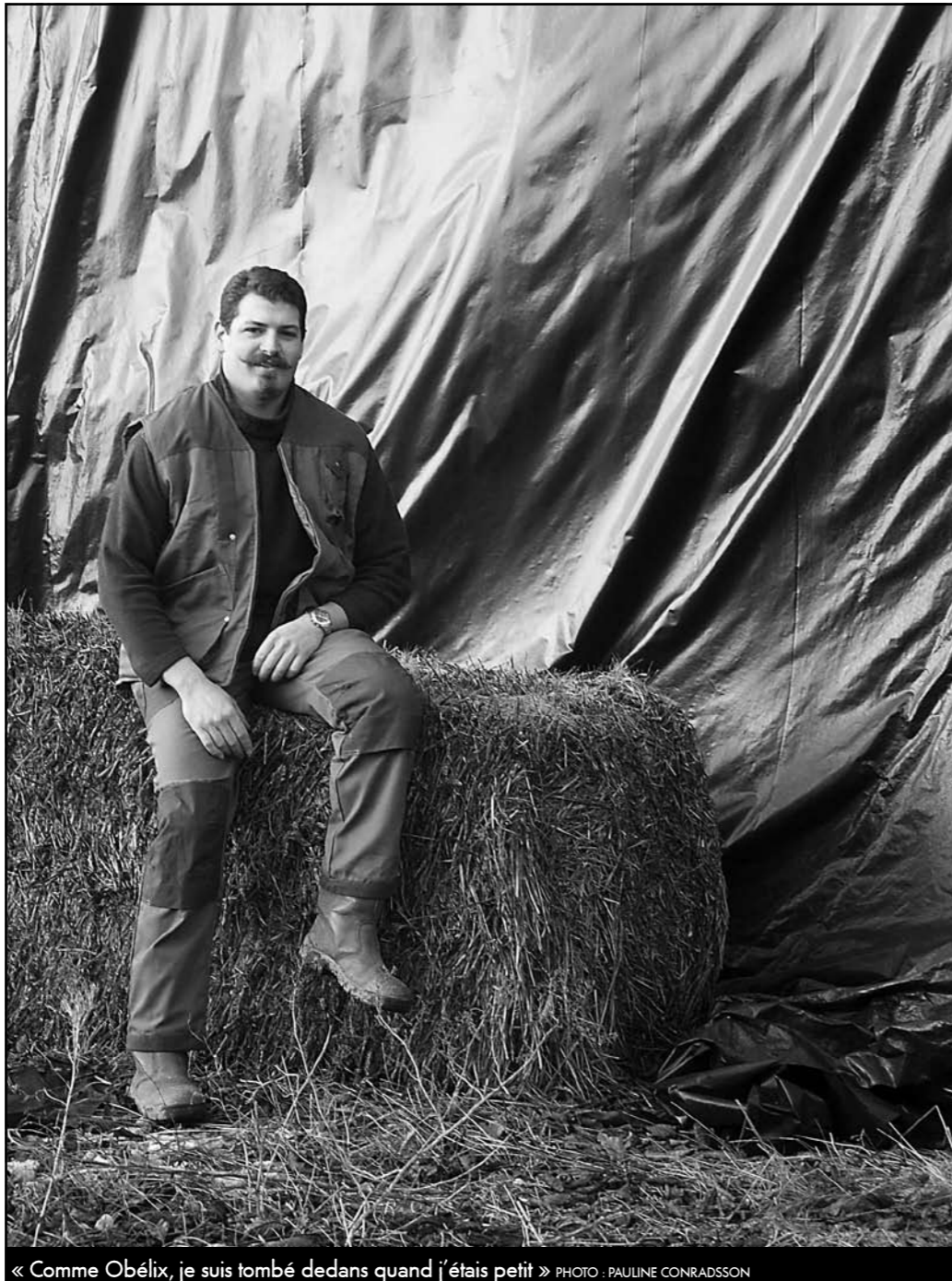
vont devoir continuer à utiliser leur voiture pour recycler.

SOPHIE RIBSTEIN

Il est sept heures. L'air est frais, le ciel bas. Aurore enfle un gros pull, chausse ses bottes en caoutchouc et sort. Direction, une serre de 4 700 m² à Eysines dans laquelle elle et son mari cultivent des salades. Au programme de la journée : ramasser les légumes, téléphoner au commercial qui s'occupe de la distribution, préparer le sol et planter les graines. Un programme qui l'occupe souvent jusqu'à neuf heures du soir. Aurore n'est pas vraiment alignée sur le régime des 35 heures. De longs cheveux blonds lâchés sur ses épaules, un regard dur, les mains enfoncées dans les poches de sa parka sans manches, elle travaille la terre, beaucoup, et dans des conditions difficiles. « Ça, les gens ne le savent pas assez. Ils croient que nous, les agriculteurs, on manifeste uniquement pour emmerder le monde. Mais il y a un vrai problème. Aujourd'hui, je ne tire pas d'argent de mon métier. On ne demande pas à rouler sur l'or, mais simplement à gagner notre vie ». Alors, elle et son mari s'appuient sur des emprunts durement négociés avec les banques. Le couple ne sort pas, ne prend pas de vacances. « Ce qui m'embête le plus, c'est de ne pas pouvoir payer une semaine au ski à mon fils. Ça n'est pas normal qu'il en pâtisse ».

Des politiques indifférents

Alors, ces conditions économiques extrêmes, c'est la faute à qui ? « Les politiques ont oublié qu'on existait, affirme Aurore. Ils ne se souviennent de nous qu'au moment du salon de l'agriculture ». Aurore voulait construire une maison à côté de sa serre. Le secteur a récemment été classé zone inondable par la CUB. La Garonne n'est pourtant pas



« Comme Obélix, je suis tombé dedans quand j'étais petit » PHOTO : PAULINE CONRADSSON

6 149 jeunes agriculteurs se sont installés en Aquitaine en 2006. Pas assez pour combler les départs. Malgré la crise, ils gardent espoir. Leur métier les passionne, ils aimeraient juste pouvoir en vivre

Jeunes agriculteurs Les oubliés de la campagne

toute proche. « Avant qu'Eysines soit inondée, Bordeaux sera complètement immergée », ironise-t-elle. Alors, elle habite un appartement à vingt kilomètres de ses légumes et fait l'aller-retour tous les jours. Quant à l'eau potable, promise depuis de nombreuses années, elle n'est toujours pas arrivée jusqu'à la serre.

Le premier coupable pour les agriculteurs, c'est le marché commun. « On a ouvert trop vite les frontières, avant de faire en sorte que les lois sociales soient les mêmes pour tous. Alors, forcément, les salaires polonaises sont moins chères que les nôtres ».

Le consommateur aussi doit évoluer. « Il doit comprendre que l'agriculture est en train de changer et qu'on peut proposer une agriculture raisonnée et écologique sans forcément faire du bio ». Il faudrait aussi arrêter de vouloir aller contre la nature : « Les tomates en hiver, normalement, ça devrait pas être possible ».

Un choix de vie

Mais pour ces jeunes agricultrices, pas de regret. Leur métier est une vocation. « Au vu des conditions, on ne peut tenir que si l'on est vraiment passionné », confie Aurore.

Fille de maraîchers, elle n'a jamais pensé à faire autre chose que de l'agriculture. « Quand je vois les nanas qui courent faire les soldes, je me dis que ce n'est pas ça la vie ».

Si beaucoup de jeunes agriculteurs reprennent l'exploitation familiale, la moitié d'entre eux viennent d'ailleurs. De plus en plus sont le fruit d'une reconversion. C'est le cas de Delphine, 28 ans, qui s'imaginait une toute autre vie. « J'ai passé un Deug de lettres pour être prof de français à l'étranger », explique-t-elle. Il y a trois ans, elle a finalement décidé de reprendre l'exploitation viticole de 21 ha de ses parents, appellation Lussac Saint-Emilion. Sa petite maison au bord de la départementale ne ressemble en rien aux grandes propriétés des grands crus voisins. Elle attend sa dotation de jeune agriculteur de l'Etat pour rénover son chais. Ses parents ont pourtant tout fait pour la dissuader de reprendre l'entreprise. Aujourd'hui encore, au vu de la crise que connaît le vin, son père ne comprend pas son choix. « Quand je le croise, j'ai envie de me tirer une balle », confie-t-elle. Si Delphine n'a aucun regret, elle a quand même dû essayer quelques sacrifices en choisissant cette voie. Celui de la vie à deux notamment. « Le père de ma fille ne pensait pas que mon métier prendrait autant de place dans mon existence », explique-t-elle.

L'envie de se battre

Face à un avenir qu'on leur prédit bien sombre, les jeunes chefs d'entreprises fourmillent d'idées nouvelles : « Il faut montrer qu'on évolue et qu'on peut réconcilier les Français avec leur terroir ». Pour la maraîchère, communiquer sur son métier passe d'abord

« On ne se souvient de nous que pour le salon de l'agriculture »

par un retour à la vente au détail pour reprendre les rênes de la commercialisation. « Le problème aujourd'hui c'est qu'on ne maîtrise rien ». Un paquet de douze salades coûte 3 euros à produire et il est acheté au producteur 2,45 euros par le commercial, qui se ré-

serve par la suite une belle marge à la revente aux grandes surfaces. « On a un avenir, mais il n'est pas gagné », conclut Aurore. Un avenir et surtout une belle envie de se battre dans un secteur gangréné par la crise. Aujourd'hui, pour trois départs d'agriculteurs à la retraite, il y a seulement une arrivée ■

PAULINE CONRADSSON
GLADYS MARIVAT

« Le biocarburant, l'avenir de l'agriculture »

A Monségur, celui que l'on nomme « le mousquetaire » en référence à sa belle moustache cultive 53 ha de céréales. « On est trop soumis au cours du marché pour la vente en gros de céréales, remarque-t-il. Du coup, je me suis mis au biocarburant ». Depuis près de 15 ans, une partie des terres arables cultivées par Frédéric est donc réservée à la production d'une huile végétale pure afin de la transformer en gasoil pour les moteurs et les chaudières.

« Ça ne m'intéresse pas de vendre mes céréales à Lesieur pour qu'ils produisent de l'énergie. Avec la vente directe, j'écoule mes produits à des tarifs moindres et ça me rapporte plus ». Reste à attendre que l'Iterg, le centre d'expertises spécialisé dans les corps gras mette en place une norme, sorte de garantie énergétique qui permettrait de troquer les 10 000 litres de gazole consommés chaque année par une exploitation moyenne contre une huile 100 % naturelle.



« Le commerce équitable c'est très bien. Mais commençons par aider l'agriculture française » PHOTO : PAULINE CONRADSSON

cinéma

« Sans Piaf, l'Olympia n'existerait plus »

Piaf et l'Olympia, c'est une longue histoire. Durant huit ans, l'artiste se produira régulièrement boulevard des Capucines. Jean-Michel Boris a dirigé le music-hall pendant 46 ans. Il a côtoyé, apprécié et admiré la chanteuse.

Le début de l'aventure, c'est avant tout une grande amitié entre Piaf et Bruno Coquatrix, l'homme qui a ressuscité la salle en 1954.

Tout d'abord, Coquatrix est l'agent de Piaf après l'assassinat de Louis Leplée, un gérant de cabaret qui l'a découverte en 1935. Entre 1955 et 1962, Piaf revient six fois boulevard des Capucines. En 1960, la situation financière de Coquatrix est catastrophique et Piaf est la seule à pouvoir sauver la salle. Bruno l'appelle à l'aide. Elle accepte sans hésiter, sans même parler d'argent. Elle signe un contrat d'un mois et demi. Finalement, elle reste 16 semaines



Marion Cotillard, majestueuse dans le rôle d'Edith Piaf
PHOTO: DR

à l'affiche, alors qu'elle est déjà très malade.

Sans Piaf, que serait devenu l'Olympia ?

Il est clair que si elle n'était pas revenue, l'Olympia n'existerait plus. Cette salle, c'est le sauvetage d'un lieu et d'un homme par Piaf. Ce qui est drôle d'ailleurs – enfin « drôle » si l'on peut dire – c'est qu'aujourd'hui Bruno et Piaf sont enterrés à 20 mètres l'un de l'autre au cimetière du Père-Lachaise, à Paris. Même dans la mort, ils sont amis.

A propos de Piaf, la femme, on dit qu'elle était constamment entourée d'une cour.

Oui, complètement, elle avait besoin d'avoir toujours quelqu'un à ses côtés. Sa confidente Ginou et Simone, sa grande amie, étaient toujours là. Il y avait ses amis fidèles et d'autres, qui en profitaient. Si vous évoquez Piaf avec les techniciens de l'époque, ils vous en parleront avec infiniment de respect et beaucoup de regret. Elle laissait toujours une enveloppe pour chacun à la fin du spectacle. C'était une fille du peuple qui avait vécu la misère ; elle voulait vraiment faire profiter les gens de son succès. Tout était instinctif chez elle. C'est la personne la plus généreuse que

j'ai rencontrée.

Si la salle devait conserver un souvenir de Piaf dans ses murs...

Son rire qui emplissait les coulisses. Elle était très proche des gens. Par exemple, il y avait un régisseur que l'on appelait « Doudou ». Il avait une belle gueule. Elle lui roulait des pelles, comme ça pour rigoler, sans arrière-pensées. Piaf avait un immense besoin de vivre.

Le film d'Oliver Dahan la Môme dresse le portrait d'une Piaf accro à la drogue et à l'alcool.

Est-ce que ces addictions influençaient ses prestations scéniques ?

Honnêtement, je ne l'ai jamais vu boire, et la drogue, je n'en ai jamais entendu parler. Il est vrai que je ne faisais pas partie de ses intimes. En tout cas, son agent, Loulou Barrier, et mon oncle, Coquatrix, ne m'en ont jamais parlé. C'était une femme très fatiguée, anxieuse. Elle avait une quarantaine d'années, mais je voyais une vieille femme. Reste que sur scène, elle retrouvait une vigueur qu'elle n'avait pas dans les coulisses ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
LILY ECLIMONT
ET NOÉMIE LEHOUELLEUR

Dahan ressuscite la Môme

Piaf. Avec son air apeuré d'oiseau chétif tombé du nid, elle incarne pour la postérité un Paris délicieusement désuet où règnent balladins et amoureux transis. Si Zola lui-même n'aurait osé inventer pareille épopée, Olivier Dahan a relevé le défi : faire revivre sur scène cette « vraie mordue de la musique », à l'image de la fille de joie qu'elle évoque dans *L'accordéoniste*. La vie d'Edith Giovanna Gassion vacille constamment entre tragédie et sociodrame. Des ruelles

nauséabondes du Belleville de l'entre-deux guerres aux acclamations hystériques de l'Olympia, *La Môme*, c'est l'histoire d'un petit bout de femme de 1 mètre 47, aussi gouailleuse que généreuse qui, d'un bout à l'autre de sa vie, s'est consumée dans la passion qu'elle vouait à ses amants, à son public, mais aussi à l'alcool et à la drogue. Marion Cotillard se fond dans le mythe Piaf sans sourciller, sa prestation est quasi-mystique. Le résultat de longues heures de maquillage est prodigieux : Cotillard s'approprie la voix, le corps, le tourment de la

Môme Piaf. Après *Les rivières pourpres 2* et *Le Petit Poucet*, Olivier Dahan a su fidèlement ressusciter l'énergie de la chanson populaire française. Il a su réaliser ce « grand film d'amour, musical, populaire, tragique et romanesque » comme il dit, ce « grand film sur Piaf » dont il rêvait depuis deux ans.

NOÉMIE LEHOUELLEUR

La Môme. Réal. Olivier Dahan, avec Marion Cotillard. Sortie en salle le 14 février.